

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

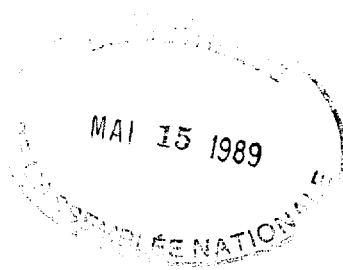
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 138

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec

Présentation

Présenté par
M. Pierre MacDonald
Ministre de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie



Éditeur officiel du Québec
1989

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi accorde à la Régie des permis d'alcool du Québec le pouvoir de révoquer ou de suspendre le permis d'un détenteur lorsque celui-ci ou un de ses agents ou employés a été déclaré coupable d'une infraction à une disposition de la Loi sur la Société des alcools du Québec ou de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

- Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)

Projet de loi 138

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 35 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13) est modifié par la suppression du paragraphe 7°.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 35, du suivant:

«**35.1** La Régie des permis d'alcool du Québec peut révoquer un permis ou le suspendre pour une période qu'elle détermine si:

1° son détenteur ou, dans le cas où ce détenteur est une corporation, un des administrateurs de la corporation ou un des actionnaires détenant 10 % ou plus des actions comportant plein droit de vote, est déclaré coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques;

2° un agent ou un employé du détenteur est déclaré coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, lorsque ladite infraction se rapporte à une boisson alcoolique fabriquée ou embouteillée par ce détenteur. ».

3. L'article 38.1 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, dans la première ligne et après le mot «industriel», des mots «ou d'entrepôt»;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots «ou embouteille» par les mots «, embouteille ou entrepose»;

3° par le remplacement des sixième, septième, huitième, neuvième et dixième lignes par ce qui suit: «et est passible, en outre des frais, d'une amende qui doit être de 25 000 \$.».

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).